



**CENTRE D'INFORMATION, DE FORMATION ET  
D'ÉTUDES SUR LE BUDGET**

**COMMUNE DE OUAGADOUGOU**  
-----  
**DECLINAISON DU BUDGET CITOYEN 2019**



[www.veenem.bf](http://www.veenem.bf)

*Mai 2019*

## SOMMAIRE

Lexique des termes budgétaires.....	3
Introduction .....	5
1- Processus budgétaire au niveau local et possibilités d'implications des citoyens .....	5
1.1- Processus budgétaire au niveau local .....	5
1.2- Possibilités d'implication des acteurs de la société civile dans le processus budgétaire.....	8
2- Panorama économique et objectifs régionaux.....	9
2.1. Prévisions et principales hypothèses macroéconomiques régionales .....	9
2.2- Priorités du budget gestion 2019 de la commune de Ouagadougou, chef-lieu de région .....	10
3- Comptes de la commune .....	10
3.1-Grandes masses du budget de la commune : recettes et dépenses .....	10
3.2- Catégories de recettes : d'où proviennent les recettes du budget de la commune ?.....	11
3.3- Catégories de dépenses : à quoi servent les ressources du budget de la commune ? .....	13
4- Inscriptions spécifiques au niveau de la commune .....	14
Conclusion.....	16
Annexes.....	16

## Liste des tableaux

Tableau 1- Calendrier d'élaboration du budget des Collectivités territoriales (CT) .....	5
Tableau 2- Récapitulatif des principaux acteurs du budget au niveau local et leurs rôles .....	7
Tableau 3- Grandes masses du budget de la commune de Ouagadougou entre 2018 et 2019 .....	11
Tableau 4- Composition des recettes de la commune de Ouagadougou .....	12
Tableau 5- Composition des dépenses de la commune de Ouagadougou .....	13
Tableau 6- Dépenses prévues dans les domaines de l'éducation et de la santé en 2019 .....	15

## Liste des figures

Figure 1- Schéma du processus budgétaire au niveau des collectivités territoriales .....	7
Figure 2- Cadre légal d'accès et possibilités d'implication des citoyens dans le processus budgétaire..	8
Figure 3- Répartition du budget de la commune de Ouagadougou en 2018 et 2019 .....	11
Figure 4- Proportions des recettes de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2019.....	12
Figure 5- Proportions des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2019 .....	14

## Lexique des termes budgétaires

<b>Budget communal</b>	Etat prévisionnel des recettes et des dépenses de la commune, le budget communal donne pour une année donnée, l'ensemble des recettes et des dépenses attendues au niveau de la commune. Les différentes composantes d'un budget sont: (i) un tableau des recettes ; (ii) un tableau justificatif des recettes ; (iii) un tableau de présentation des dépenses et (iv) des annexes.
<b>Section de fonctionnement</b>	Dans le document de budget, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. Lorsqu'il y a plus de recettes par rapport aux dépenses, au niveau de la section de fonctionnement, le surplus de recettes est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, et ensuite il peut servir d'autofinancement pour renforcer le financement des investissements prévus par la collectivité
<b>Section d'investissement</b>	Dans le document de budget, la section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Ces dépenses sont financées par les ressources propres de la collectivité, par des dotations et subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité
<b>Budget primitif</b>	Il s'agit du budget voté par l'assemblée locale en début d'exercice. C'est l'acte qui donne l'autorisation à l'ordonnateur d'effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année civile
<b>Budget supplémentaire</b>	Le budget supplémentaire est le budget primitif modifié au cours du même exercice lors du vote, par la même assemblée délibérante, d'une ou plusieurs décisions modificatives
<b>Circulaire budgétaire</b>	La circulaire budgétaire adressée aux collectivités territoriales est un écrit du MINEFID (tutelle financière) et du MATD (tutelle administrative) pour indiquer et donner des orientations précises en matière de prévisions des recettes et de prévisions des dépenses au niveau des collectivités territoriales
<b>Arbitrage budgétaire</b>	Mécanisme à travers lequel les conseillers ou la Commission Technique Régionale (CTR) ou encore la Commission Technique Interministériel (CTI) répartit les ressources budgétaires entre les différentes rubriques en tenant compte de la capacité financière de la commune ou de la région
<b>Approbation</b>	A l'issue de l'arbitrage du budget, il est approuvé (c'est-à-dire accepté) par l'autorité de tutelle. L'approbation est l'acte qui consiste à donner quitus à l'ordonnateur pour exécuter le budget après s'être rassuré qu'il respecte les directives de la circulaire budgétaire
<b>Recettes (fiscales, non fiscales, en capital, de fonctionnement et d'investissement)</b>	Les recettes sont l'ensemble des ressources financières de la commune. Les recettes ordinaires sont composées des recettes fiscales et des recettes internes non fiscales. Les recettes fiscales sont des prélèvements obligatoires, sans contrepartie alors que les recettes non fiscales sont des prélèvements faits moyennant un service rendu par la commune à une tierce personne
<b>Dépenses (de fonctionnement et d'investissement)</b>	Les dépenses constituent les emplois ou les charges de la commune. Les dépenses de fonctionnement ou dépenses ordinaires sont constituées des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants. Quant aux dépenses d'investissement, elles sont constituées des transferts en capital et des dépenses d'investissement et d'équipement
<b>Ordonnateur</b>	L'ordonnateur est la personne habilitée à donner l'ordre de payer les dépenses ou de recouvrer les recettes au niveau de la commune. Il s'agit du

	maire dans le cas de la commune.
<b>Administrateur de crédits</b>	Est administrateur de crédits, toute personne habilitée à constater l'engagement de la dépense et à la liquider dans le cadre de l'exécution de la procédure de gestion budgétaire
<b>Engagement</b>	L'engagement est défini comme l'acte par lequel un agent administratif habilité à cet effet crée ou constate à l'encontre de la commune une obligation dont résultera une dépense. L'engagement se matérialise par un acte. C'est cet acte qui crée la dette à l'encontre de la commune. Cet acte peut revêtir des formes différentes : loi, décret, arrêté, marché, contrats...
<b>Liquidation</b>	Dans le cas des dépenses, la liquidation consiste à constater et arrêter le montant de la dette de ceux à qui la commune doit de l'argent. La détermination de ce montant doit indiquer les bases sur lesquelles elle est effectuée (application des dispositions contenues dans le code des impôts en particulier). Elle donne lieu à l'établissement préalable d'un titre de perception
<b>Ordonnancement</b>	L'ordonnancement est l'acte qui consiste à ordonner le paiement de la dépense ou le recouvrement de la recette. Cet acte se matérialise par un titre, qui est le mandat de paiement pour les dépenses ou l'ordre de recouvrement pour les recettes. L'ordonnancement ou le mandatement est l'ordre donné par l'ordonnateur au comptable public de payer sur un crédit budgétaire déterminé une créance de la commune.
<b>Paiement</b>	Le paiement est l'acte qui consiste pour la commune à se libérer de sa dette envers une tierce personne, à qui la commune doit une certaine somme d'argent donnée pour service ou prestation rendu. Le paiement est avant tout un acte matériel de décaissement des fonds. C'est l'acte par lequel la commune se libère de sa dette. Le décaissement des fonds peut être réalisé sous plusieurs formes : remise d'espèces, chèque trésor, virement bancaire ou postal
<b>Plan annuel d'investissement</b>	Le Plan annuel d'investissement (PAI) est le programme annuel des projets municipaux retenus et approuvés par le conseil municipal dans le cadre de son plan d'investissement et qui seront exécutés durant l'année. Le PAI est généralement produit à partir de la section investissement du budget de la commune
<b>Plan de passation des marchés</b>	Le plan de passation des marchés (PPM) est un outil d'aide à la mise en œuvre des activités planifiées au niveau de la commune. Il intervient dans la programmation des activités d'achat de fournitures ou d'équipements, de réalisation d'infrastructures, de manifestation d'intérêt de la commune. Le PPM donne un tableau des biens, des services et des travaux dont la commune aura besoin au cours d'une année donnée

## Introduction

L'adoption de la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso fait de l'obligation de rendre compte un principe clé de gestion budgétaire. La redevabilité fait appel au respect des critères de transparence de la gestion budgétaire et implique inversement que le citoyen contrôle et évalue régulièrement la gestion des affaires publiques afin d'impulser cette volonté politique.

En marche depuis 2006, la communalisation intégrale du territoire, adoptée par la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 et modifiée par la loi n°065-2009/AN du 21 décembre 2009, peine à fonctionner convenablement du fait des insuffisances dans plusieurs domaines. La mise en œuvre de la décentralisation nécessite davantage de ressources pour la conduite des actions de développement décentralisé.

L'adoption de la loi n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF), internalisant la Directive n°06/2009/CM/UEMOA, consacre le passage définitif du budget objet au budget programme à partir de 2017 au Burkina Faso et implique plus de transparence, de responsabilité et d'implication de l'ensemble des acteurs dans la gestion budgétaire.

Dans un tel contexte, il est primordial de travailler à assurer une meilleure compréhension, un bon suivi-contrôle et une auto-évaluation des actions d'investissement budgétaire par les citoyens au niveau local. C'est le principal objectif du présent document de budget citoyen communal qui vise spécifiquement à :

- favoriser une meilleure compréhension du budget par les citoyens et partant, inciter en eux l'envie de payer l'impôt ;
- suivre et évaluer plus facilement pour les populations les différentes prévisions escomptées par la commune et/ou la région au niveau local ;
- mieux formuler les argumentaires de plaidoyer pour une amélioration de la qualité de la dépense publique.

Le présent document de budget citoyen 2019, décliné à partir du budget primitif de la commune de Ouagadougou, fait un panorama des objectifs économiques et budgétaires de la région en général et de la commune en particulier, puis donne les grandes masses des comptes du budget communal. Il termine en mettant en exergue les inscriptions spécifiques liées aux domaines de l'éducation et de la santé dans le Plan annuel d'investissement (PAI) et le Plan de passation des marchés (PPM) 2019 de la commune. Auparavant, le processus budgétaire au niveau local et les possibilités d'implication des citoyens dans ledit processus est explicité.

## 1- Processus budgétaire au niveau local et possibilités d'implications des citoyens

### 1.1-Processus budgétaire au niveau local

Dans le cas du budget des Collectivités territoriales (CT), les principales étapes d'élaboration du budget sont résumées dans le tableau 1 ci-après.

**Tableau 1- Calendrier d'élaboration du budget des Collectivités territoriales (CT)**

Actes budgétaires	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Acteurs
<i>Année n-1</i>													
Elaboration de la Circulaire budgétaire													MINEFID, MATD
Elaboration des PB par les CT													Collectivités territoriales
Analyse, vote et transmission des PB													CAEF et Conseil de C.T
Analyse des PB par la tutelle													CTI et CTR
Approbation du budget													MINEFID MATD et Gouverneur
<i>Année n</i>													
Exécution du budget approuvé													Collectivités territoriales

Source : CIFOEB

PB = Projet de budget

CT = Collectivités territoriales

La **Circulaire budgétaire (CB)** est élaborée par le **Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID)**. Elle est conjointement signée par le Ministère en charge des finances et le Ministère en charge de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD) qui exercent respectivement la tutelle financière et la tutelle administrative.

Dès réception de la circulaire budgétaire, **l'ordonnateur** de la collectivité territoriale, en collaboration avec ses services chargés du budget, élaborent le projet de budget en collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat de l'ordonnancement, contrôleur financier régional ou provincial, le receveur municipal ou régional, receveur des impôts ou Directeur régional des impôts, etc.). Est appelé "**Projet de budget**" (PB), le budget non encore approuvé par la tutelle. Il est encore appelé projet de **budget primitif** s'il est le premier budget de l'année.



Les besoins de tous les services de la collectivité territoriale sont centralisés au niveau du service en charge de l'élaboration du projet de budget où un premier arbitrage est effectué et les besoins compilés dans un document unique. Ce document est soumis à un deuxième arbitrage qui regroupe l'ordonnateur, ses **conseillers** et ses services techniques. Après ces arbitrages, le projet de budget est finalisé par les services techniques de la collectivité et transmis à la **Commission des affaires économiques et financières (CAEF)**. Celle-ci examine les propositions de l'ordonnateur par rapport aux instructions de la circulaire budgétaire et aux respects des normes budgétaires et prépare un rapport pour la session du conseil municipal.



Le projet de budget passe ensuite en plénière où participent les conseillers. A l'issue des débats, le projet de budget est soumis au vote du conseil qui peut donner son accord ou le refuser. En cas de vote positif (au moins 2/3 des voix à la 1<sup>ère</sup> session), l'ordonnateur reprend le projet de budget en y intégrant les modifications apportées par son conseil. Le projet de budget, accompagné de tous les documents ayant servi à son vote est déposé auprès de l'autorité de tutelle pour approbation avant le 15 décembre<sup>1</sup> de l'année précédant celle de l'exécution du budget. L'approbation est l'acte qui consiste à donner quitus à l'ordonnateur pour exécuter le budget après s'être rassuré qu'il respecte les directives de la circulaire budgétaire. La tutelle dispose d'un délai de 45 jours<sup>2</sup> pour cela pour compter de la date de réception du projet du budget.



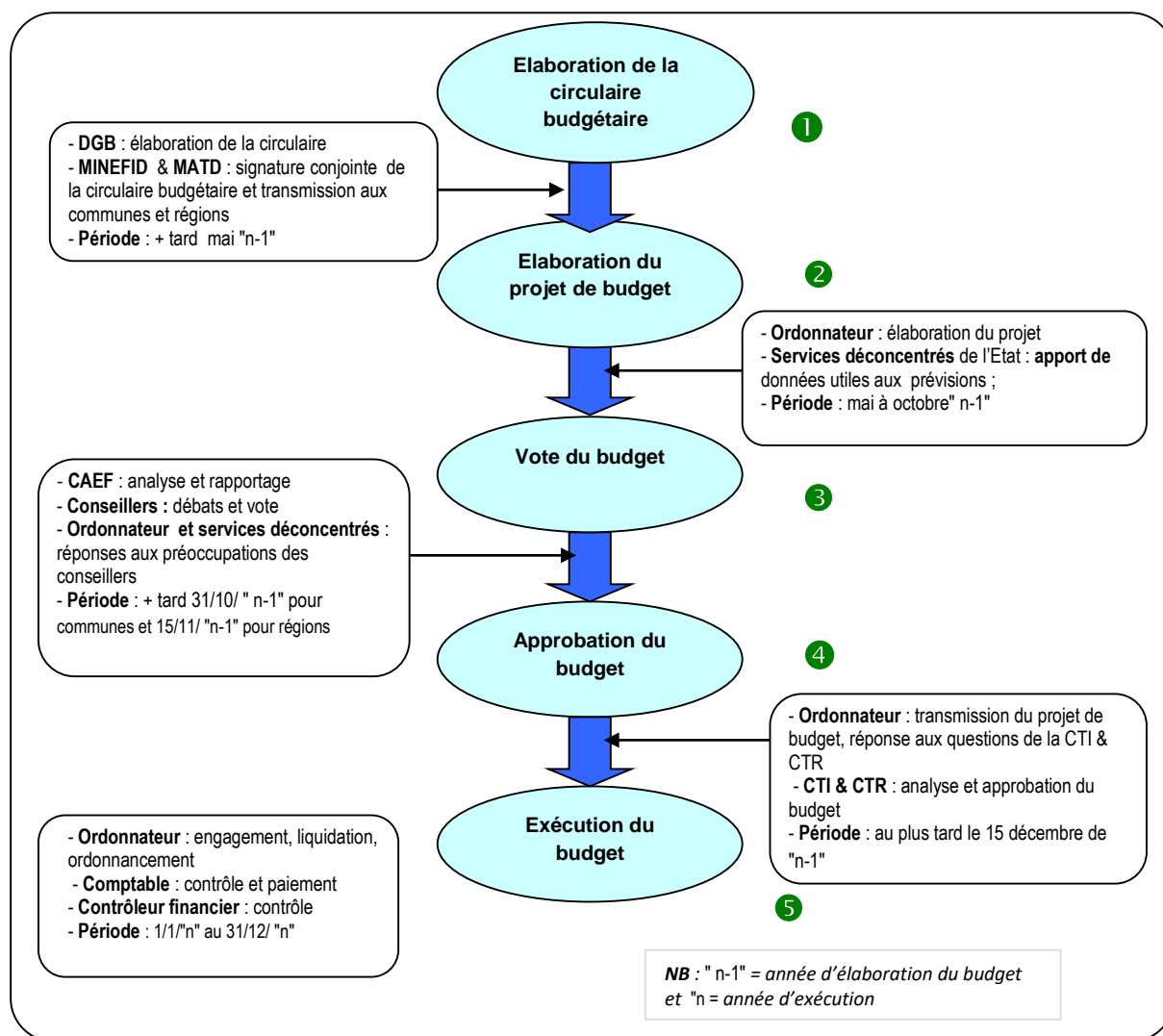
Les projets de budget des communes (hors communes à statut particulier) sont approuvés au niveau régional par le **Gouverneur**. Celui-ci dispose d'une **Commission technique régionale (CTR)**<sup>3</sup>. Après l'approbation, le projet de budget prend le nom de **budget**. Il prend en compte les modifications éventuelles apportées par la CTR.

<sup>1</sup> Article 5 du régime financier des CT

<sup>2</sup> Article 16 du régime financier des CT

<sup>3</sup> La CTR est composée des représentants régionaux des 5 directions générales ci-dessus citées.

**Figure 1- Schéma du processus budgétaire au niveau des collectivités territoriales**



Source : CIFOEB

Le tableau ci-après résume les principales interventions des acteurs impliqués dans le processus de gestion budgétaire au niveau des collectivités territoriales en fonction des différentes étapes.

**Tableau 2- Récapitulatif des principaux acteurs du budget au niveau local et leurs rôles**

ETAPES	INTERVENANTS	ACTIONS
ENGAGEMENT OU CONSTATATION	<b>Administrateur de crédits (AC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement de la procédure d'achats public ;</li> <li>- Identification de l'assiette fiscale ;</li> <li>- Proposition des engagements ;</li> <li>- Transmission des propositions d'engagement + Pièces jointes (PJ) au Contrôleur financier (CF).</li> </ul>
	<b>Contrôleur Financier (CF)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la légalité, la régularité et la moralité de la proposition de d'engagement des dépenses ou des recettes;</li> <li>- Visa du bon d'engagement et du contrat ;</li> <li>- Transmission du bon d'engagement visé + PJ à l'AC</li> </ul>
	<b>Administrateur de crédits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmission des documents contractuels au fournisseur ;</li> <li>- Notification au fournisseur de s'exécuter conformément aux dispositions contractuelles ;</li> <li>- Visa du bon d'engagement ;</li> <li>- Réception de la commande.</li> </ul>

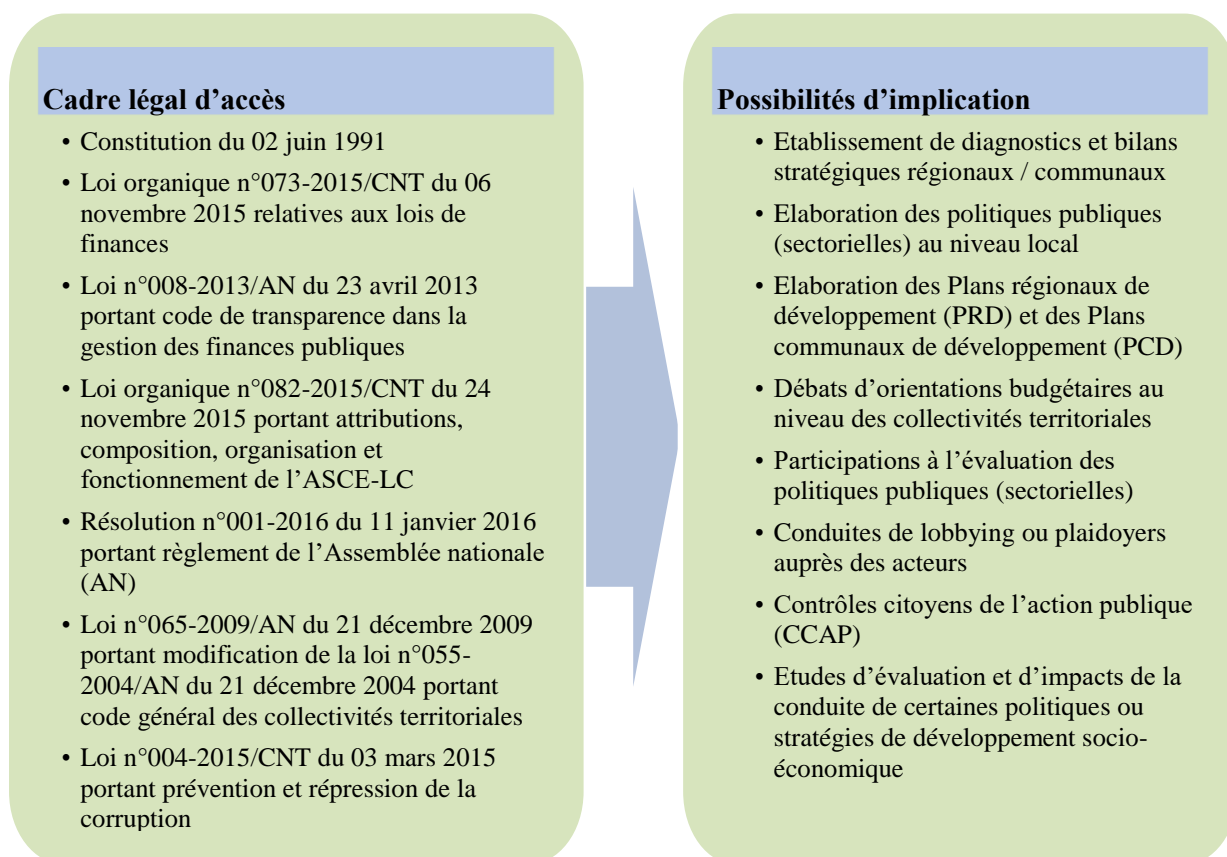
<b>LIQUIDATION</b>	<b>Administrateur de crédits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certification des factures définitives (réception) ;</li> <li>- Proposition de liquidation ;</li> <li>- Transmission des projets de liquidation au contrôleur financier.</li> </ul>
	<b>Contrôleur Financier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la régularité des pièces justificatives ;</li> <li>- Visa des propositions de liquidation ;</li> <li>- Calcul des pénalités de retard s'il y a lieu ;</li> </ul>
<b>ORDONNANCE-MENT</b>	<b>Ordonnateur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification et validation des dossiers de liquidation acceptés dans le Circuit informatisé des dépenses (CID) ;</li> <li>- Edition et signature des « Mandats de Paiement » et des bordereaux ;</li> <li>- Transmission des dossiers après visa du contrôleur financier ;</li> <li>- Transmission des dossiers au receveur de la collectivité territoriale.</li> </ul>
<b>PAIEMENT OU RECOUVREMENT</b>	<b>Comptable ou receveurs des impôts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réception, vérification et contrôle des dossiers « Mandat de Paiement » et titres de recettes ;</li> <li>- Recouvrement de la recette ou Paiement de la dépense.</li> </ul>

*Source : CIFOEB*

## 1.2- Possibilités d'implication des acteurs de la société civile dans le processus budgétaire

Au cours de tout le processus de gestion budgétaire, il est possible pour les Organisations de la société civile (OSC) d'y intervenir. Les fondements juridiques et les possibilités d'implications des citoyens sont précisés dans la figure ci-après.

**Figure 2- Cadre légal d'accès et possibilités d'implication des citoyens dans le processus budgétaire**

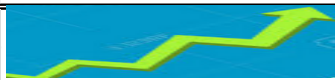
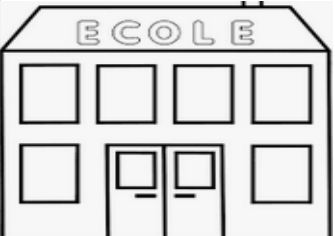





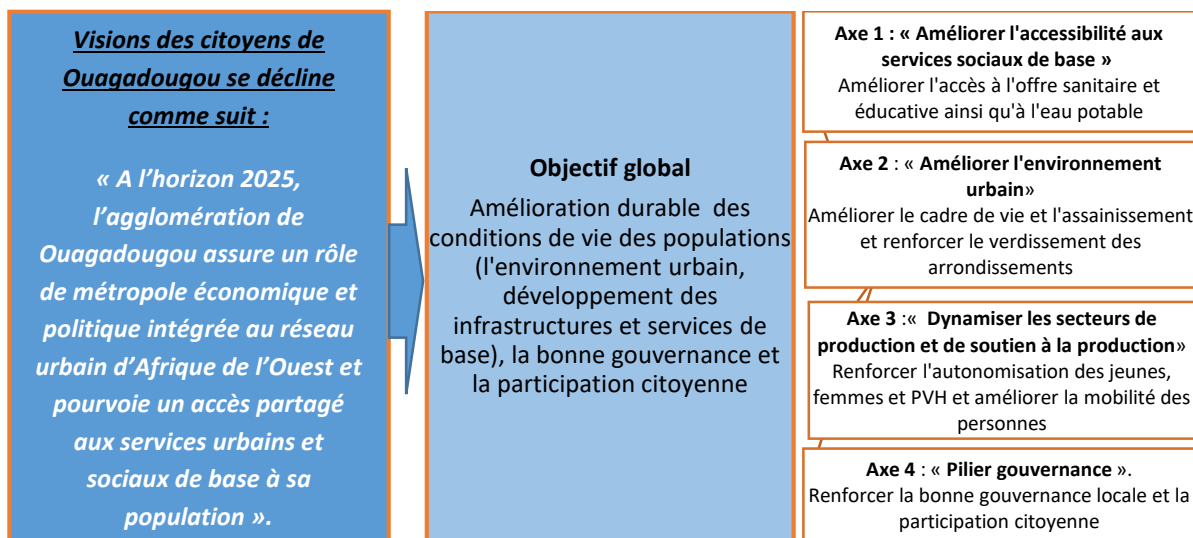
## 2- Panorama économique et objectifs régionaux

### 2.1. Prévisions et principales hypothèses macroéconomiques régionales

La région du Centre, à l'instar des autres régions du Burkina Faso, connaît plusieurs difficultés, malgré les diverses mesures prises par les autorités locales en vue d'une meilleure promotion du développement et un partage équitable des fruits de la richesse.

Domaine	Variables / Projets	
	Incidence de la pauvreté: 9,6% (2014)	
	Population : 2 637 303 habitants (2016)	
<b>Education</b> 	Projet de construction de bâtiments pédagogiques	Projet de création de l'université virtuelle du Burkina Faso et de 16 espaces numériques ouverts
	Projet de construction de trois technopôles	Projet de construction de 45 centres de formation techniques professionnels
	Projet de développement de la formation professionnelle	Projet de construction de 13 lycées scientifiques dans les 13 régions
	Projet d'opénalisation de l'Universté II.	Projet de construction et d'équipement de cités universitaires.
	Projet de construction et d'équipement de 2 plateaux techniques	Projet d'électrification des établissements d'enseignements public du Burkina Faso par le système photovoltaïque
<b>Santé</b> 	Projet de transformation et d'équipement de 240 CSPS et de 11 CMA	Projet de développement de l'e-santé au Burkina Faso
	Projet de transformation des CSPS des communes rurales en CM	Projet d'acquisition de 300 nouvelles ambulances
	Projet de construction et d'équipement de 2 plateaux techniques d'un centre de soins spécialisés de haut niveau en neurochirurgie à Ouagadougou.	Projet de construction et d'équipement d'un centre de géniatrie à Ouagadougou.
	Projet de construction d'un Hopital d'Instruction des armées de 300 lits à Ouagadougou.	Projet de construction et d'équipement de l'Hopital district de Boulmiougou.
	Projet d'opérationnalisation de la gratuité de la PF au Burkina Faso	

## 2.2- Priorités du budget gestion 2019 de la commune de Ouagadougou, chef-lieu de région



**Sources :** Programme du Conseil municipal de la commune de Ouagadougou, Mandat 2016-2021  
Plans de développement 2018-2022 des arrondissements de la ville de Ouagadougou

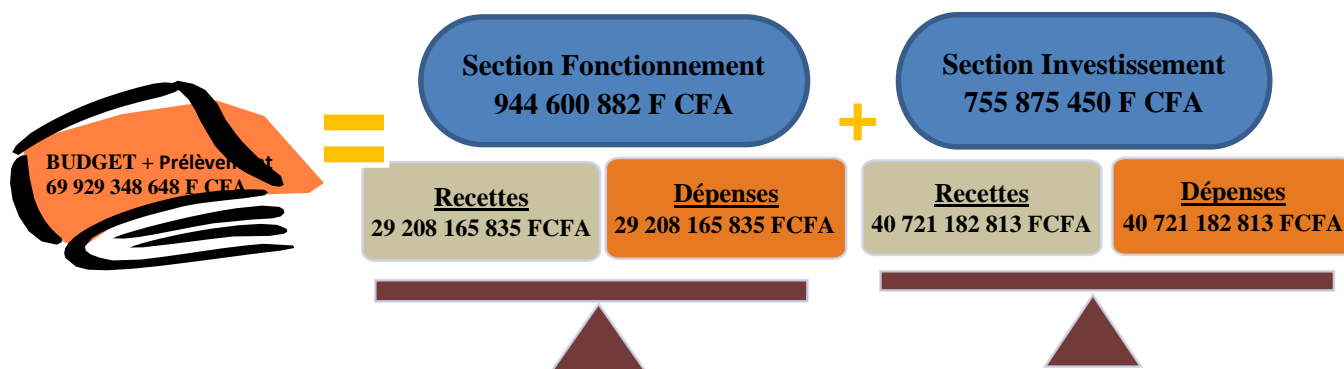
## 3- Comptes de la commune

### 3.1-Grandes masses du budget de la commune : recettes et dépenses

Selon la nomenclature du budget des collectivités territoriales au Burkina Faso, le budget des collectivités se présente en équilibre entre ressources et dépenses. Pour l'exercice 2019, le budget prévisionnel de la commune de Ouagadougou est de 63 117 348 648 F CFA.

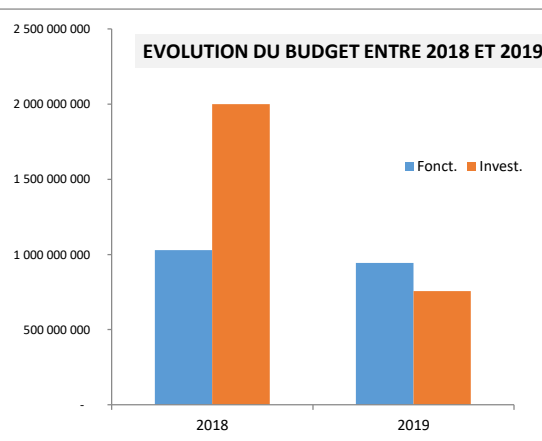


La nomenclature du budget des collectivités prévoit également que le budget soit équilibré en fonction des différentes sections. Les recettes de la section fonctionnement doivent permettre de couvrir les dépenses de fonctionnement et les recettes d'investissement doivent être égales aux dépenses d'investissement.



**Tableau 3- Grandes masses du budget de la commune de Ouagadougou entre 2018 et 2019**

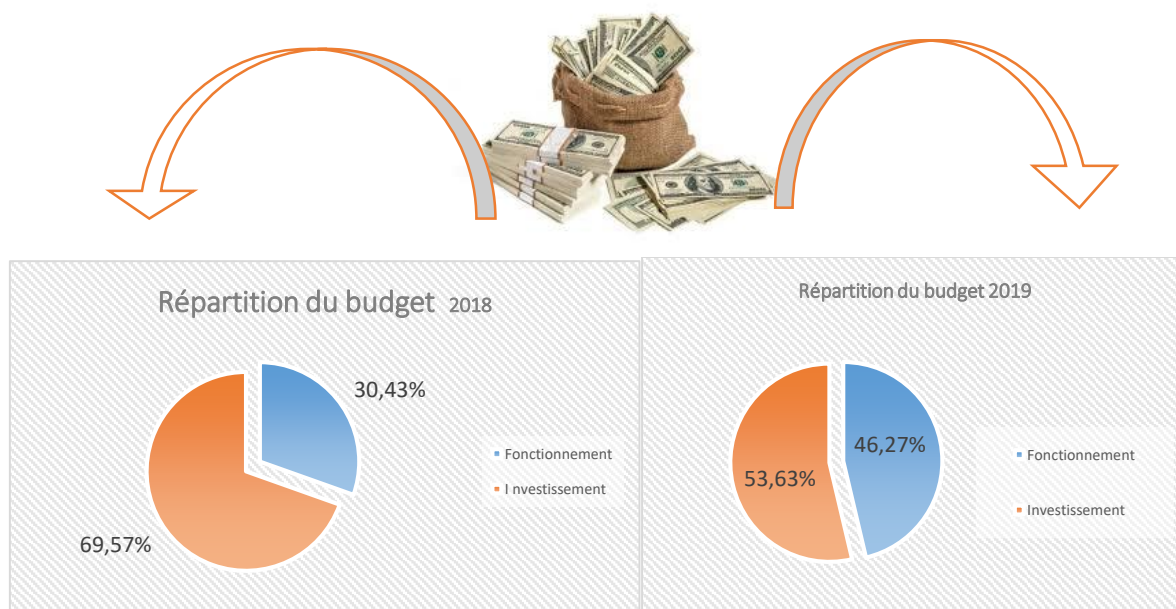
	2018	2019	Variation
<b>Section fonctionnement</b>			
Recettes	31 172 538 932	29 208 165 835	-6,3%
Dépenses	31 172 538 932	29 208 165 835	-6,3%
<b>Section investissement</b>			
Recettes	50 115 896 053	40 721 182 813	-18,7%
Dépenses	50 115 896 053	40 721 182 813	-18,7%
<b>Total budget</b>			
Recettes	72 030 208 899	63 117 348 648	-12,4%
Dépenses	72 030 208 899	63 117 348 648	-12,4%



**Source :** budget primitif 2019 de la commune de Ouagadougou

Le budget de fonctionnement prévu s'élève à 29 208 163 835 F CFA, soit 41,8% du total du budget primitif de la commune. Le coût des investissements est de 40 721 182 813 F CFA, représentant 58,2% du budget primitif de la commune.

**Figure 3- Répartition du budget de la commune de Ouagadougou en 2018 et 2019**



### 3.2- Catégories de recettes : d'où proviennent les recettes du budget de la commune ?

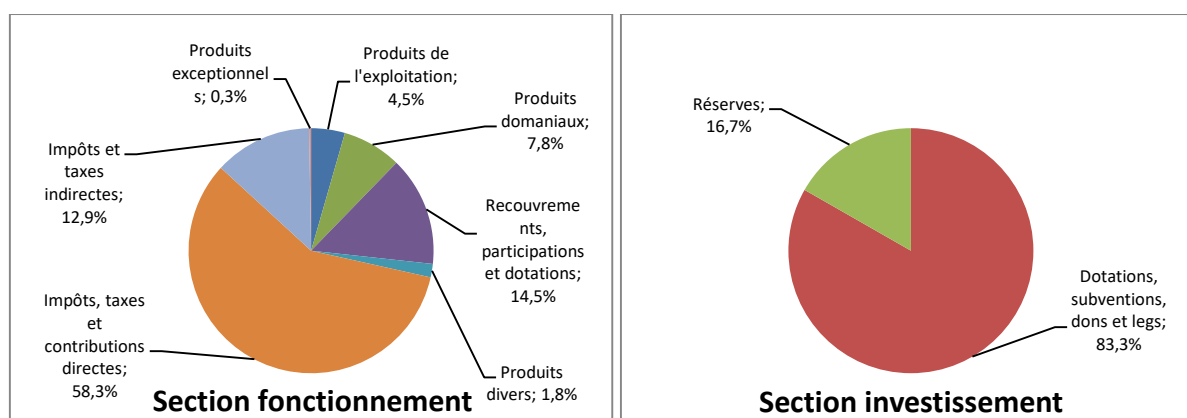
Les recettes prévues pour l'exercice 2019 s'élèvent à **63 117 348 648 F CFA**. En comparaison avec l'exercice budgétaire de 2018, considération non faite des produits antérieurs et des excédents d'investissements reportés, on constate que les recettes totales ont connu une baisse de **8 912 860 251 F CFA** : Les recettes de fonctionnement connaissent aussi une baisse de **1 964 373 096 FCFA** et les recettes d'investissement une diminution de **9 403 713 240 F CFA**.

**Tableau 4- Composition des recettes de la commune de Ouagadougou**

	2018	2019	Variation	Parts 2019
<b>Recettes de fonctionnement</b>				
Produits de l'exploitation	1 493 515 400	1 302 240 000	-12,8%	4,5%
Produits financiers	28 744 761			
Produits domaniaux	1 941 808 700	2 281 790 184	17,5%	7,8%
Recouvrements, participations et dotations	3 573 076 756	4 221 535 651	18,1%	14,5%
Produits divers	555 000 000	518 000 000	-6,7%	1,8%
Impôts, taxes et contributions directes	13 125 000 000	17 035 000 000	29,8%	58,3%
Impôts et taxes indirectes	3 772 600 000	3 774 600 000	0,1%	12,9%
Produits exceptionnels	75 000 000	75 000 000	0,0%	0,3%
Produits antérieurs	6 607 793 315	-	-100,0%	0,0%
<b>Total section fonctionnement</b>	<b>31 172 538 932</b>	<b>29 208 165 835</b>	<b>-6,3%</b>	<b>41,8%</b>
<b>Recettes d'investissement</b>				
Excédent d'investissement reporté	9 688 204 735	-	-100,0%	0,0%
Dotations, subventions, dons et legs	31 166 725 800	33 901 841 117	8,8%	83,3%
Réserves	9 258 226 086	6 812 000 000	-26,4%	16,7%
<b>Total section investissement</b>	<b>50 113 156 621</b>	<b>40 713 841 117</b>	<b>-18,8%</b>	<b>58,2%</b>

**Source :** budget primitif 2019 de la commune de Ouagadougou

Les recettes de fonctionnement sont composées en grande partie des impôts, des taxes et des contributions directes (58,3%), en suite viennent les recouvrements les participations et les dotations avec une de 14,5%. Le taux des impôts et taxes indirects est de 12,9%. Les produits d'exportation, les produits domaniaux et les produits divers ont des parts respectives de 4% ; 7,8% et 1%.

**Figure 4- Proportions des recettes de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2019**

**Source :** construits à partir des données du budget primitif de la commune de Ouagadougou

Les recettes d'investissement proviennent presque en totalité des dotations-subventions-dons et legs (83,3%), les réserves ne représentant que 16,7% et l'excédent d'investissement reporté n'étant programmé pour l'année 2019.

Les recettes budgétaires de la commune de Ouagadougou, considération non faite des produits antérieurs et des excédents d'investissements reportés, sont en baisse pour l'année 2019. Les recettes de fonctionnement sont en baisse de 6,3% et la baisse des recettes d'investissement de 18,8%. La baisse des recettes de fonctionnement est essentiellement due à celles des produits d'exploitation (-12,8%) et des produits divers (-6,7%). Quant à la baisse des recettes d'investissement, elle est principalement liée à celle des réserves (-26,4%).

Cependant, il faut noter une hausse des produits domaniaux (+17,5%), des recouvrements-participations-dotations (+18,1%) et des impôts-taxes-contributions directes (+29,8%) pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement de 2019. L'amélioration constatée au niveau des recettes d'investissent pour l'année 2019 est la hausse de 8,8% des dotations-subventions-dons et legs.

### 3.3- Catégories de dépenses : à quoi servent les ressources du budget de la commune ?



Les dépenses de la commune de Ouagadougou sont en baisse de 14% pour l'année 2019 par rapport à l'année 2018. Les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 6,3% et la baisse des dépenses d'investissement de 18,7%. La baisse des dépenses de fonctionnement est essentiellement due à celles des allocations-subventions (-18,8%) et de l'excédent ordinaire (-26,4%). Quant à la baisse des dépenses d'investissement est principalement liée à celle des frais extraordinaires (-59,0%), des immobilisations corporelles et incorporelles (-44%) et aux immobilisations en cours (-8,5%).

Cependant, il faut noter une hausse des travaux et services extérieurs (+15,0%) et des charges exceptionnelles (+50,0%) pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement de l'année 2019 par rapport à l'année 2018. Au niveau des dépenses d'investissement, aucune hausse n'est notée pour l'année 2019, comparativement à l'année 2018.

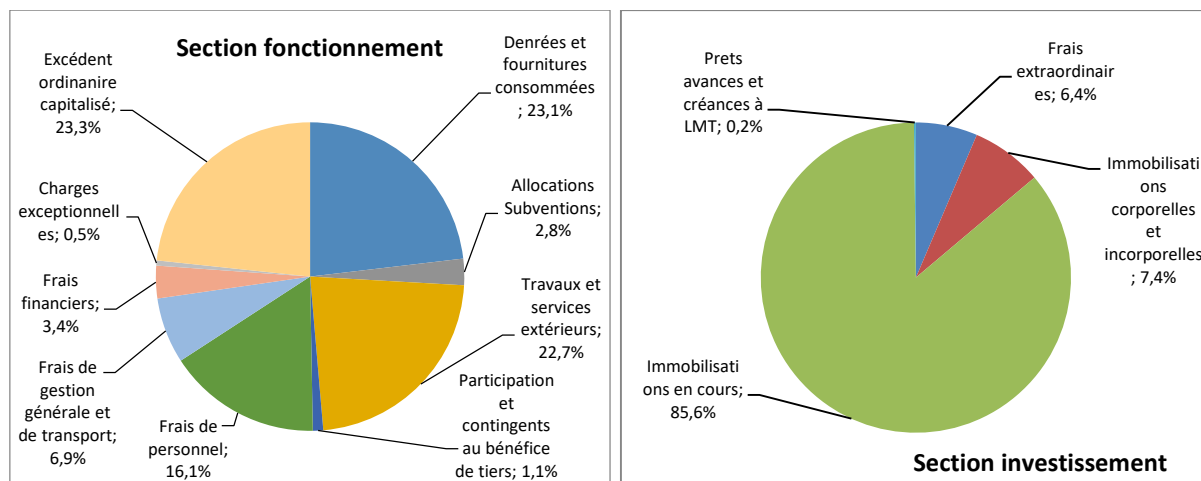
**Tableau 5- Composition des dépenses de la commune de Ouagadougou**

	2018	2019	Variation	Part 2019
<b>Dépenses de fonctionnement</b>				
Denrées et fournitures consommées	7 481 127 229	6 757 187 171	-9,7%	23,1%
Impôts et taxes	1 750 000	1 750 000	0,0%	0,0%
Allocations Subventions	993 628 387	807 103 456	-18,8%	2,8%
Travaux et services extérieurs	5 771 440 481	6 640 015 231	15,0%	22,7%
Participation et contingents au bénéfice de tiers	384 713 841	316 372 366	-17,8%	1,1%
Frais de personnel	4 629 106 214	4 705 220 146	1,6%	16,1%
Frais de gestion générale et de transport	1 841 250 248	2 013 694 718	9,4%	6,9%
Frais financiers	706 446 446	997 472 747	41,2%	3,4%
Charges exceptionnelles	104 850 000	157 300 000	50,0%	0,5%
Excédent ordinaire capitalisé	9 258 226 086	6 812 000 000	-26,4%	23,3%
<b>Total Section fonctionnement</b>	<b>31 172 538 932</b>	<b>29 208 115 835</b>	<b>-6,3%</b>	<b>41,8%</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>				
Frais extraordinaires	6 360 156 275	2 606 391 419	-59,0%	6,4%
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 383 552 222	3 012 838 031	-44,0%	7,4%
Immobilisations en cours	38 100 983 041	34 869 235 387	-8,5%	85,6%
Remboursements des emprunts	189 318 872	189 318 873	0,0%	0,0%
Prets avances et créances à LMT	81 885 100	43 399 103	-47,0%	0,2%
<b>Total Section investissement</b>	<b>50 115 895 510</b>	<b>40 721 182 813</b>	<b>-18,7%</b>	<b>58,2%</b>

Source : budget primitif 2019 de la commune de Ouagadougou

Au niveau des dépenses de fonctionnement, 23,1% des prévisions sont consacrées à l'achat des denrées et fournitures consommées, 16,1% aux charges du personnel (les salaires), 22,7% aux travaux et services extérieurs et 23,3% des dépenses entrent dans les excédents ordinaires capitalisés. Les parts des autres rubriques tels que les frais de gestion générale et de transport, les frais financiers, les allocations-subventions, les charges exceptionnelles et les participations et contingents au bénéfice de tiers restent relativement faibles.

**Figure 5- Proportions des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2019**



**Source :** faits à partir des données du budget primitif de la commune de Ouagadougou

Les dépenses d'investissement sont composées à 85,6% des immobilisations en cours (travaux de bâtiment, de voies et réseaux, pour le compte de tiers...) et à respectivement 7,4% et 6,4% pour les rubriques immobilisations corporelles et incorporelles (les terrains, l'acquisitions des matériels et outillage de bureau, transports...) et frais extraordinaires. La part des prêts, avances et créances à LMT reste toutefois très faible (0,2%).

#### 4- Inscriptions spécifiques au niveau de la commune

Pour l'année 2019, le Plan annuel d'investissement (PAI) et le Plan de passation des marchés (PPM) de la commune de Ouagadougou prévoient les réalisations suivantes spécifiquement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

**Tableau 6- Dépenses prévues dans les domaines de l'éducation et de la santé en 2019**

Nature de la dépense	PAI 2019		PPM 2019	
	Coût	Financement	Coût	Mode de passation
<b>Education</b>				
Acquisition de riz et de niébé pour les cantines scolaires			1 732 877 905	Entente directe / SONAGESS
Acquisition d'huile végétale pour les cantines scolaires			388 994 410	Entente directe / SONAGESS
Acquisition de fournitures scolaires et de matériels spécifiques ( craie, règles...) pour les écoles primaires			335 879 600	Appel d'offres
Acquisition de consommables scolaires/DIMU			20 000 000	Entente directe / ANEERE
Acquisition de tables bancs			50 000 000	Appel d'offres
Acquisition de mobiliers scolaires pour les CEG			113 872 347	Appel d'offres
Acquisition de mobiliers scolaires pour les primaires			50 000 000	Appel d'offres
Acquisition d'équipements de laboratoire de lycée			10 000 000	Demande de prix
Constructions de salles de classe			52 183 750	Appel d'offres
Travaux de construction de murs de clôture de 3 écoles			120 000 000	Appel d'offres
Extension en R+2 du CEG de l'arrondissement 7			130 000 000	Appel d'offres
Réhabilitation d'infrastructures scolaires sur le budget communal			100 000 000	Appel d'offres
Matériel et outillage scolaire	250 112 397	Fonds propres		
Dotation du domaine du préscolaire	33 240 000	Transferts MENA		
Dotations du domaine de l'enseignement primaire	2 624 082 013	Transferts MENA		
Subventions scolaires	160 589 974	Transferts MENA		
Fournitures scolaires	352 750 205	Fonds propres		
<b>TOTAUX EDUCATION</b>	<b>3 420 774 589</b>		<b>3 103 808 012</b>	
<b>Santé</b>				
Acquisition de vaccins			310 000 000	Entente directes à commandes / CAMEG
Acquisition d'hydro-alcool pour les caissiers, de trousse et Boite à Pharmacie pour la (DPM, DFB, DRH, DGPM)			3 212 500	Cotation formelle
Construction de nouvelles formations sanitaires			101 986 886	Appel d'offre
Réhabilitation d'infrastructures sanitaires			90 000 000	Appel d'offre
Matériel et outillage médical	14 000 000	Fonds propres		
Dotation du domaine de la santé	71 923 500	Transferts MS		
Subventions aux formations sanitaires	4 000 000	Transferts MS		
Produits pharmaceutiques	418 212 500	Fonds propres		
<b>TOTAUX SANTE</b>	<b>508 136 000</b>		<b>505 199 386</b>	

**Sources :** Budget primitif et PPM 2019 de la commune de Ouagadougou

## Conclusion

Le budget primitif 2019 de la commune de Ouagadougou s'élève à un montant global de 63 117 348 648 F CFA, en baisse comparativement à celui de l'année précédente (72 030 208 899 F CFA), considération non faite des produits antérieurs et de l'excédent d'investissement reporté. La baisse notée est de 12,4%, soit une valeur de 8 912 860 251 F CFA. Cette baisse des prévisions budgétaires impacte considérablement les investissements prévisionnels (-18,7%). La baisse de la section de fonctionnement quant à elle est de 6,3%.

Par ailleurs, la réalisation des prévisions de l'année en cours ne sera possible que si les ressources attendues sont réellement et effectivement mobilisées. Et pour cela, il faudra la contribution de chaque citoyen de la commune à travers non seulement le paiement des impôts mais aussi l'exercice de leur rôle de veille citoyenne dans l'optique d'une utilisation efficace et efficiente des ressources mobilisées.

## Annexes

- **Informations utiles au niveau de la région**

Région du Centre	
Structure régionale	Contacts
Direction régionale du budget	Tel : (+226) 25 30 85 48
Direction régionale de l'éducation	Tel : (+226) 25 30 75 35/ 25 32 42 98
Direction régionale de la santé	Tel : (+226) 25 33 50 72/ 25 37 51 17
Structure communale	Contacts
Mairie	Tél. : (+226) 25 30 68 17 / 25 30 68 18

- **Situation géographique du CIFOEB**

Le Centre d'Information, de Formation et d'Etude sur le Budget (CIFOEB) est situé non loin de la Maison d'arrêt et de Correction de Ouagadougou (MACO), à environ 200 m du côté Nord Est.

- **Numéro de téléphone utile**

- Secrétariat : (+226) 78 72 77 61  
(+226) 72 80 92 33  
(+226) 25 36 79 44
- Président du Conseil d'administration (+226) 70 49 65 56
- Directrice Exécutive : (+226) 70 26 92 33
- Chargé de programme : (+226) 70 50 16 81

- **Email :**

[cifoeb@gmail.com](mailto:cifoeb@gmail.com)

- **Courriel :**

[www.cifoeb.org](http://www.cifoeb.org)

- **Adresse :**

BP 4112 Ouagadougou 01